



# GESTION PUBLIQUE

## La veille internationale en brèves

N° 56 – mars 2015

### Précisions méthodologiques

- Les Brèves et les Réactives sont élaborées à partir d'une analyse de sources d'informations et de rapports publiés tant par les administrations publiques européennes et étrangères, les organisations internationales que dans la presse, notamment.
- Leur objectif est d'apporter un éclairage comparatif sur les réformes de la gestion publique, principalement dans les pays de l'OCDE.
- Elles ne reflètent pas le point de vue de l'IGPDE.
- Pour des questions de format, nous indiquons seulement un ou deux liens ayant permis de rédiger l'information. Si d'autres ressources ont été utilisées, elles apparaissent entre parenthèses dans le corps du texte.

## Note réactive du mois

### N° 71 – Chili



En juillet 2014, selon une étude de l'ONU, le Chili occupait la deuxième position en Amérique latine pour l'état d'avancement de l'administration électronique, et la 33<sup>e</sup> au niveau mondial. Le pays a commencé très tôt à simplifier ses relations avec les usagers en mettant en place des services électroniques dès les années 1990, et il est devenu très vite pionnier en la matière.

[en savoir plus](#)

## Actualité de la gestion publique

### 1 - Gestion de la performance (budget, indicateurs, audits)

#### Kenya



En mars, le Trésor national a mis en place un **système d'information intégré de gestion financière** qui permettra de suivre en temps réel les dépenses des ministères. Kamau Thugge, secrétaire principal du Trésor, a déclaré que la mise en place de ce système va **considérablement améliorer la gestion du budget**. En effet, les décideurs auront accès à des graphiques représentant **l'état des dépenses en temps réel** des différents ministères, départements et agences d'État. Le tableau de bord permet de confronter les données entre elles, notamment celles concernant les paiements et les marchés publics, et de suivre les flux financiers. En juillet dernier, le Trésor avait **formé 5 000 de ses agents** à la nouvelle application financière.

[en savoir plus](#)

#### Nouvelle-Zélande



Afin que les gestionnaires puissent choisir la **meilleure façon de financer les services au public** coproduits par plusieurs administrations ou avec des partenaires externes (secteur privé ou associatif), le Secrétariat au Trésor a publié un **cadre de financement multiservices** qui définit **trois modèles** : le **recouvrement des coûts** par lequel l'entité qui conçoit et/ou réalise le service facture des frais à l'organisme qui le délivre, le **partage des crédits** ou mise en commun par plusieurs entités de leurs crédits budgétaires pour répartir le coût d'un service, la **décision ministérielle** qui détermine le financement octroyé à chacun des organismes partenaires. Le cadre fournit les **outils d'aide à la décision**.

[en savoir plus](#)

## Royaume-Uni



Le National Audit Office vient de publier le **Code de bonnes pratiques en matière d'audit pour les entités publiques locales**. Amyas Morse, contrôleur et auditeur général, a déclaré que « la publication du code est une étape clé dans la transition vers les nouvelles modalités d'audit public local ». **Une vigilance particulière doit être accordée aux dépenses mutualisées**. Le code prévoit également la suppression de la commission d'audit à la fin mars. Les autorités locales auront la possibilité de recruter directement leurs auditeurs, à l'échéance des contrats de prestation de service actuels. Elles ont de plus en plus recours aux contrats et partenariats, **ce qui nécessite une meilleure coordination de l'activité des auditeurs**.

[en savoir plus](#)

## 2 - Organisation et mise en œuvre du service public

### Union européenne



Par deux arrêts impliquant la France et le Luxembourg, la Cour de justice de l'UE a décidé début mars qu'un taux réduit de TVA ne peut être appliqué à la **fourniture de livres électroniques**, contrairement aux livres papier. Ces taux, respectivement de 5,5 % et de 3 %, **ne sont pas conformes à la directive TVA** de l'UE. En effet, les taux réduits sont possibles pour « la fourniture de livres, sur tout type de support physique ». Si le livre électronique est fourni seul, la Cour considère qu'il s'agit d'une **prestation de service « fournie par voie électronique »** n'entrant pas dans le champ de la directive. D'autre part, le taux super-réduit de 3 % en vigueur au Luxembourg est **contraire à la directive** qui interdit en principe les taux inférieurs à 5 %.

[en savoir plus](#)

### Canada



Agence du revenu du Canada, l'administration fiscale fédérale, soutient l'action du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt (PCBMI) qui **vient en aide aux personnes en situation de difficulté pour remplir leurs déclarations de revenu**. Plus de deux mille associations interviennent à ce titre sur le territoire national et s'assurent que **les contribuables bénéficient de toutes les mesures fiscales auxquelles ils peuvent prétendre**. L'Administration a initié une campagne de communication intitulée « **Besoin d'un coup de main ?** » et finance cette année **trois mesures supplémentaires** (voir lien) de ce programme pour un montant total d'un million de dollars canadiens.

[en savoir plus](#)

### Inde



Fort de **l'expérience positive de la vente des aéroports** de Delhi et Hyderabad (la plateforme de la capitale atteint aujourd'hui les 40 millions de passagers annuels et celle de la 6<sup>e</sup> ville du pays, exploitée également par la société GMR, a vu **son trafic progresser de 250 % en neuf ans**), le gouvernement a annoncé qu'il allait procéder, dans les trois années à venir, à la **privatisation de cinq autres aéroports**. Les soumissionnaires doivent **s'engager à tout mettre en œuvre** pour combiner fluidité du trafic et service aux passagers en utilisant les **dernières technologies en matière d'enregistrement**. Le pays occupe actuellement la 9<sup>e</sup> place au niveau mondial en matière d'aviation civile et il vise la 3<sup>e</sup> place d'ici à 2020.

[en savoir plus](#)

### Slovénie



Sous la pression du FMI et de la Commission européenne, le pays s'apprête à **privatiser la plupart de ses banques publiques**. Seules SID Banka et Nova Ljubljanska Banka (NLB) resteront dans le giron étatique. SID Banka est une banque de développement qui finance les exportateurs, les petites et moyennes entreprises **mais aussi les communes et régions**. NLB est la plus grande banque du pays et a enregistré un bénéfice de 62,3 millions d'euros en 2014. **Plus de la moitié du secteur bancaire est encore aux mains de l'État** en Slovénie. En 2013, le pays avait échappé de peu à un plan de sauvetage international grâce au versement de trois milliards d'euros aux banques locales au bord de la faillite.

[en savoir plus](#)

## 3 - Qualité de service, relation à l'utilisateur, e-administration

### Allemagne



Thomas de Maizière et Alexander Dobrindt, ministres fédéraux de l'Intérieur et des Transports, ont présenté, lors du salon international des technologies de l'information et de la bureautique (CeBIT) de Hanovre, une **nouvelle démarche associée à la signature électronique**. Il est désormais possible à tout propriétaire d'un véhicule immatriculé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 **d'effectuer, en ligne, la déclaration de cession** de ce dernier. Pour sécuriser la procédure, plaques et carte grise sont équipées de codes de sécurité masqués, que le propriétaire doit rendre lisibles puis renseigner lorsqu'il **effectue sa démarche sur le site** de l'Administration après s'être authentifié. Aucun déplacement ni envoi de document n'est ensuite nécessaire.

[en savoir plus](#)

## Espagne



L'administration publique franchit une nouvelle étape en matière d'administration électronique. Avec l'entrée en vigueur de la **nouvelle loi pour le développement de la facture électronique**, le traitement des factures supérieures à 5 000 euros doit exclusivement être géré par voie électronique. Cette nouvelle mesure représente une **économie annuelle évaluée à 53 millions d'euros pour l'État**. Pour faire face à cette nouvelle réalité numérique, l'Administration et ses fournisseurs utilisent un **certificat électronique commun** délivré par l'autorité de certification Firmaprofesional et validé par le « point d'entrée des factures électroniques de l'administration générale de l'État » (FACe).

[en savoir plus](#)

## Lettonie



**Initiative de la présidence lettone** du Conseil de l'Union européenne, la **déclaration de Riga**, a été élaborée par les gouvernements des États membres en partenariat avec des partenaires associatifs, économiques et universitaires, présente, avec le projet « eSkills for jobs 2015 », **dix principes visant à « guider les efforts pour libérer le potentiel des compétences numériques afin d'alimenter la croissance et la création d'emplois »**. Selon John Higgins, directeur général de Digital-Europe et signataire : « La révolution numérique touche tous les secteurs de l'économie et les **compétences numériques sont devenues indispensables** pour un large éventail d'emplois, bien au-delà de celles du secteur des nouvelles technologies ».

[en savoir plus](#)

## Pays-Bas



Six organismes publics ont **développé ensemble une alternative pour le stockage et le partage de fichiers**. Le logiciel LocalBox permet de mettre en place des systèmes locaux **pouvant être utilisés à la fois par les fonctionnaires et les citoyens**. Le produit, de type Open source, est actuellement en test dans douze administrations. Marcus Bremer, directeur général de la sécurité à la Cour des comptes et co-initiateur du projet, précise que « l'ouverture du code est **la seule façon de s'assurer qu'il n'y a pas d'éléments inappropriés** cachés dans le logiciel. Cela garantit une sécurité tout au long de la chaîne de traitement mais aussi la confidentialité et l'intégrité des données partagées ».

[en savoir plus](#)

## 4 - Gestion des ressources humaines

### États-Unis



Plusieurs milliers de fonctionnaires fédéraux qui avaient **dû travailler deux semaines sans rémunération** pendant l'épisode du *shutdown* américain d'octobre 2013 ont été informés individuellement le 10 mars par un courrier électronique du ministère de la Justice qu'ils **étaient autorisés à se joindre à la poursuite engagée contre l'État** par cinq agents du Bureau des prisons pour être indemnisés – en application du Fair Labor Standards Act (FLSA) de 1938 – **au titre du préjudice subi**. La juge fédérale, Patricia Campbell-Smith, a ainsi rejeté les arguments présentés par le gouvernement qui s'y opposait. Elle a également statué que seuls les personnels dont le statut relève du FLSA **pourront prétendre à des dommages-intérêts**.

[en savoir plus 1](#), [en savoir plus 2](#)

### Finlande



L'institut HAUS, organisme de formation de l'Administration publique finlandaise, rattaché au ministère des Finances depuis 1995, a été sélectionné – au titre des **jumelages mis en place par l'Union européenne en 1998** – pour un projet de coopération visant à améliorer la capacité institutionnelle et administrative de l'École nationale d'administration publique de Zagreb. L'objectif de ce projet est de renforcer le rôle central de l'école en matière de **formation professionnelle des fonctionnaires et agents publics**. Timo Rajakangas, ambassadeur en Croatie, a indiqué que « la Finlande jouit d'une bonne réputation pour **la performance de son Administration publique** et tout porte à penser que ce projet aura des résultats visibles et significatifs ». Dubravka Prelec, directrice de l'école, a souligné la nécessité de **développer les capacités** de son établissement. Cette collaboration avec HAUS devra permettre d'identifier les points faibles, mais aussi de faire des propositions en vue **d'améliorer l'analyse des besoins en formation**.

HAUS a déjà été **partenaire dans plus de vingt jumelages**.

[en savoir plus](#)

### Irlande



Afin de contribuer à la **relance du secteur des services financiers**, qui emploie actuellement un peu plus de 30 000 personnes, le gouvernement va mettre en œuvre **le détachement (contre remboursement) de 10 000 fonctionnaires de trois ministères** (Affaires étrangères, Commerce extérieur et Finances) et de l'agence publique Enterprise Ireland auprès de 430 entreprises présentes sur le territoire national, dont la moitié d'entre elles est détenue par des intérêts étrangers. Une **première expérience** avait déjà été menée par le ministère des Affaires étrangères qui avait **proposé quelques postes à ses personnels** au sein de la société de transport aérien Avolon Ltd, alors en difficulté.

[en savoir plus](#)

Rejoignez-nous sur Twitter pour découvrir l'actualité en gestion publique internationale !

 @Igpde\_Gp



Nous y publions l'actualité internationale en gestion publique, y communiquons la veille en brèves et les notes réactives ainsi que les événements que nous organisons et nous relayons toute information attenante à notre activité.

Vous y trouverez, par ailleurs, le fil de l'actualité concernant la préparation et le déroulement de l'édition 2015 des **Rencontres internationales de la gestion publique (RIGP)** : « **TIERS SECTEUR. VERS UN SERVICE PUBLIC COLLABORATIF** » qui se dérouleront **mercredi 17 juin** aux ministères économiques et financiers : 139, rue de Bercy 75012 Paris.



Le **Groupe Européen pour l'Administration Publique (GEAP)** est la plus grande société académique européenne dédiée aux sciences administratives et au management public. Célébrant ses 40 ans d'existence, le GEAP constitue un large bassin d'expertise fort de plus de 600 chercheurs et hauts fonctionnaires qui se retrouvent annuellement pour échanger sur les nouvelles tendances et pratiques de la gestion et des politiques publiques.

Le congrès 2015 du GEAP aura lieu cette année à l'IEP de Toulouse du **26 au 28 août**. De prédominance anglophone, il accueille également en son sein un **séminaire francophone** à qui revient la mission de véhiculer et de faire dialoguer des idées, des méthodes et traditions politico-administratives d'expression française, avec une large couverture européenne et internationale.

L'**IGPDE** est un partenaire privilégié du séminaire francophone du GEAP. Ensemble, nous vous invitons à dialoguer à Toulouse dans un paysage nouveau, où la prégnance de la Nouvelle Gestion Publique (NGP ou NPM) s'efface pour laisser la voie libre à l'innovation administrative, à l'émergence et à la recherche de solutions administratives ciblées et créatives, sensibles aux cultures et aux contextes locaux. Nous réinterrogerons les diverses trajectoires de réforme et leur efficacité, ainsi que les moyens d'action adaptés aux nouvelles sensibilités et demandes des citoyens, au développement inégalé de l'e-administration et des systèmes open-data, aux défis économiques et sociaux des pays de l'Union européenne.

Votre participation peut s'inscrire dans le cadre de tables rondes, de retours d'expérience faisant l'objet d'une présentation, au sein du séminaire francophone ou dans l'échange avec les autres groupes d'études du GEAP.

Pour plus d'informations :

<http://www.egpa-conference2015.org/fr/> ou <http://www.egpa-conference2015.org/fr/seminaire-francophone-2/>

<b>INSTITUT DE LA GESTION PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</b>		 MINISTÈRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS  MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :	MYLÈNE ORANGE-LOUBOUTIN, DIRECTRICE GÉNÉRALE	
RÉDACTEUR EN CHEF :	PHILIPPE MAZUEL, DIRECTEUR DE LA RECHERCHE	
COORDONNATEUR DE LA PUBLICATION :	JEAN-FRANÇOIS ADRIAN,	
ÉQUIPE DE RÉDACTION / RELECTURE :	JEAN-FRANÇOIS ADRIAN, MARIE COANET, VIRGINIE MA-DUPONT / GENEVIÈVE RAFFAËLLI, NADINE BERNET	
RÉALISATION ET MISE EN PAGE :	IGPDE - BUREAU DE LA RECHERCHE <a href="mailto:recherche.igpde@finances.gouv.fr">recherche.igpde@finances.gouv.fr</a> –  @Igpde_Gp PUBLICATION MENSUELLE - ISSN 2105-0740	